

W. S. Henderson, Michael Scott, F. Evans...
T. J. L. Paradis, Angus McDonald, Wm. Lamson, Thomas Wm. Lloyd, éc.

Emigration des Etats-Unis en Californie.

Les journaux de Boston rapportent qu'il est parti de ce port, en un seul jour de la semaine dernière, quatre bâtiments chargés de 460 émigrants pour la Californie.

De ce nombre étaient arrivés en Californie, aux dates les plus récentes alors connues : navires 55, barques 45, bricks 35, goélettes 26, vapeurs 4; total 167.

Propagation de la Foi.

Les recettes de l'association pour la propagation de la Foi de l'an 1848 ont été fort inférieures à celles de l'année précédente, et les circonstances n'expliquent que trop cette diminution : on se félicite toutefois et on bénit le ciel de ce qu'elle n'a pas été plus considérable.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, MARDI 4 DECEMBRE 1848.

BULLETIN.

L'annexion — la ligue. — Le suffrage universel. — Une prédiction de Lord Sydenham — Extrait du Nova-Scotian. — L'opinion publique en Angleterre. — Projet d'une visite de S. M. la Reine victorienne en Canada.

Le temps de la ligue est passé. Celui de l'annexion n'est pas venu et ne paraît pas devoir venir de sitôt, si on en juge par l'apathie des annexionnistes et le calme plat, qui a succédé à cette velléité d'agitation que le manifeste avait réveillée dans les esprits.

Pronons patience, disent les organes annexionnistes en attendant. Notre temps viendra et nous sommes certains du succès. Le Herald se console des rigueurs de l'attente, en revenant sur les travaux de la ligue.

L'extension du droit du suffrage à tous les locataires dont les noms paraissent sur les listes de cotisation et qui contribuent par le paiement des Taxes au revenu public.

Le bon chasseur.

Un homme très-grave et très-flegmatique se déterminait pourtant un jour à suivre à la chasse quelques personnes de sa connaissance; il s'était fait accompagner d'un petit garçon pour porter et charger son fusil.

3° Le retranchement des salaires payables aux premiers déparlements du gouvernement et une réduction dans le nombre des fonctionnaires qui les composent.

4° La fixation par les municipalités locales du montant convenable à payer à tous les officiers des localités, comté, district, ville ou Bourg.

5° Une réduction convenable dans le nombre des juges des cours supérieures et dans le montant de leurs salaires.

6° L'abolition du système actuel si compliqué des délais et formalités légales et la réduction des dépenses légales généralement.

7. L'abolition des cours de Division et la substitution de commissaires élus par le peuple pour la collection des petites dettes.

8° Une union Fédérale de toutes les Provinces de l'Amérique du nord et une réciprocité juste et honorable avec tous les pays qui voudront la partager et une protection complète contre tous les autres.

En lisant ces résolutions ne se croirait-on pas dans un des nouveaux états de l'union américaine? Et dire que ce sont des Tories du Canada, des Ligeurs qui en sont rendus là! Lord Sydenham ne s'est pas trompé dans sa prédiction.

Lord Sydenham a prouvé, il y a dix ans, dit le Nova-Scotian, que si les Canadien étaient jamais perdus, que si le lien qui attachait cette noble colonie à la mère-patrie, était jamais rudement brisé, et serait l'ouvrage du parti tory.

Les Tories ont été pensés dans l'opposition, et depuis ce temps le cri de loyauté devient de plus en plus facile jusqu'à ce qu'il se perde tout à fait dans la clameur pour l'annexion. Regardez bien les deux tableaux en contraste.

En 1839 les Tories étaient fous de loyauté et de dévouement à la Souveraineté; en 1848 ils demandent une nouvelle constitution, mieux balancée et protégée.

Si c'est de la sédition d'espérer que Lord Grey sera bientôt pendu, alors nous la préférons.

Ceci, ajoute le Nova-Scotian, peut-être un langage très loyal. Mais si c'est le cas, les Libéraux ont été horriblement maltraités par le passé.

C'est une chose assez singulière au sujet de l'annexion, que de part et d'autre, parmi ceux qui sont en faveur du mouvement, comme parmi ceux qui sont contre, on paraisse également satisfait du ton et des articles de la presse anglaise sur la question.

Qui est-ce qui aura le Canada, quand nous l'aurons perdu, écrit un anglais à la Tribune de New-York? Et serons-nous forcés par nos propres colonies ou par leurs voisins républicains à abandonner nos dépendances en Amérique? Ceci réveille dans nos cœurs un

sentiment bien différent et bien plus profond qu'aucun de ceux qui battent dans les cœurs de roche des Economistes.

Les nouvelles du Canada sont étonnantes dans toute l'acception du mot, dit le London Britannia. C'est étonnant qu'on pense à se débarrasser ainsi de son allégeance, mais c'est encore plus étonnant que les hommes vivant sous l'autorité anglaise disent l'annexion et que les autorités du Canada n'aient pas arrêté tous ceux qui ont en la malice ou la folie d'en parler.

Les partisans de l'annexion, dit le London Spectator, disent qu'ils ne pourraient l'obtenir sans le consentement de l'Angleterre. Mais qui est-ce qui leur donnera ce consentement? Quels sont les traités par lesquels nous pourrions nous engager à ce consentement officiel?

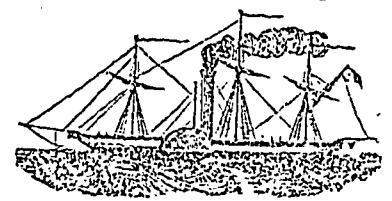
La Reine Victoria va bientôt venir en Canada elle-même pour réveiller les sentiments de loyauté et d'affection de ses sujets. Au moins c'est ce que nous fait croire un paragraphe qui a paru dernièrement dans le London Court Journal, l'organe de la cour Britannique.

Dans une correspondance, datée de Cohoes-Ville, N. Y., et insérée dans l'Avenir du 29 novembre, on lit le passage suivant: "J'aimerais aussi à savoir si les Melanges Religieux n'ont pas à se reprocher comme léger mensonge, d'avoir affirmé que la visite du père Chiniquy avait produit ici, aux Etats-Unis, un mouvement anti-annexionniste parmi nous Canadiens, tandis qu'il n'en a été nullement question au moins à Troy."

Le News, de St. Jean, du 30 novembre, s'exprime comme suit au sujet de la prétendue lettre de Lord Elgin aux évêques catholiques et du bruit que l'Avenir a voulu accréditer à ce propos: " Craignant que quelques uns de nos lecteurs ne soient sous l'impression qu'il y a une quelque vérité dans l'avancé de l'Avenir, nous le mentionnons dans l'espérance que tous les gens bien pensants en apprenant à l'instant la fausseté et l'absurdité, nous n'aurions pas intention de nous y arrêter, et nous n'en parlons maintenant que pour le motif d'exprimer formellement combien nous désapprouvons la conduite des directeurs de l'Avenir, de qui nous attendions, certainement, une opposition honnête [pour] un gouvernement, mais que nous ne pouvions approuver quand ils ont recourus à des moyens aussi inouïs, pour soutenir cette opposition. — A quoi l'Avenir va-t-il avoir recours ensuite."

Il eût été honorable pour le Wilm. si, le Herald, le Montreal Gazette, etc., de juger la fausseté de l'Avenir comme l'a jugé le News. Le Montreal Gazette surtout, avec tant soit peu de bonne foi ou de perspicacité, aurait pu s'exempter de descendre, comme il a fait, dans une fange si sale que nous ne pouvons l'y suivre. Cet élément lui est propre et nous l'y laissons s'y délecter.

(Extrait du Monitor Canadien.) Nouvelles d'Europe.



ARRIVEE DU STEAMER CANADA. Le steamer Canada, parti de Liverpool samedi, le 17 nov., est arrivé à Halifax jeudi, le 29 Nov.

Les nouvelles politiques apportées par ce steamer sont sans importance; mais les nouvelles commerciales sont cette fois très importantes; le coton a encore haussé et les consols anglais sont plus hauts qu'ils l'ont été depuis longtemps.

Torque.—Les nouvelles de Constantinople du 1er Nov., disent qu'une flotte anglaise était à l'ancre dans la Baie Aboukir, attendant l'arrivée d'un courrier, porteur de la réponse du Czar au sujet de la communication du sentent officiel. Si la réponse n'est pas favorable, la flotte marchera de suite vers Constantinople.

Russie.—La présence de la flotte anglaise aux Dardanelles et l'attente où l'on est de la flotte française a produit quelque sensation à Constantinople. L'empereur de Russie paraît très mécontent de l'attitude dérisive des Anglais et des Français.

France.—M. Rives, le nouveau ministre Américain, a eu une entrevue avec le Président de la République Française. Le ministre préparé en ce moment une adresse pour l'occasion, mais observe un silence complet sur le mal-entendu survenu entre la France et les Etats-Unis au sujet de la conduite de l'ex-ministre Poussin.

Allemagne.—Plusieurs nouvelles conflagrations et 15 exécutions avaient eu lieu à Arad, on en attendait chaque jour de nouvelles.

Rome.—Le Pape était attendu de jour en jour. Les troques espagnols, maintenant à Rome, ont reçu ordre de retourner en Espagne. Cette nouvelle a été annoncée à l'Assemblée nationale le 9 du mois dernier.

Madrid.—La dispute entre l'empereur de Maroc et les Français devient de plus en plus grave. Le consul Français à Mogador a été ignominieusement traité, et une frégate française a été envoyée de suite à son secours. Il est tout probable que cette affaire finira par le bombardement de Tanger.

France. ASSEMBLÉE LEGISLATIVE FRANÇAISE. Renvoi du Projet de M. de Falloux au Conseil d'Etat.

Un journal parisien, du 8 novembre, fait les réflexions suivantes sur le renvoi au Conseil d'Etat du projet de loi sur l'Instruction Publique dont nous avons parlé vendredi dernier: "Nous avons trop présumé du sentiment de dignité de l'Assemblée et de l'union de la majorité. Ce vote de dignité a été abaissé, cette union a été rompue; 307 voix contre 303 ont décidé que le projet de loi sur la liberté de l'enseignement serait renvoyé au conseil d'Etat. Que la responsabilité de ce fait si grave et des conséquences incalculables qu'il peut avoir retombe sur ceux qui ont eu le triste courage de l'affronter."

"Il ne faut pas nous le dissimuler, le vote de ce soir n'est pas seulement un acte d'hostilité contre la loi présentée par M. de Falloux; c'est une déclaration de guerre contre la liberté d'enseignement, contre la liberté des familles, contre la liberté des congrégations, contre la liberté de conscience. Quand nous avons entendu, M. Parisien, dont la parole a eu une influence considérable sur les résolutions, déclarer que dans le cas de renvoi il se contenterait de présenter quelques mesures urgentes contre les instituteurs primaires et pour l'abolition du certificat d'études, tout le monde a parfaitement compris que c'était là l'étroite mesure, où se bornaient les réformes dans le statu quasi lamentable qui pervertit les générations, tandis qu'en même temps le conseil d'Etat, dont l'esprit est assez connu, se chargerait d'exécuter à loisir les autres prétentions élevées et anti-universitaires du projet de loi. C'est dans ce sens que la Montagne, qui hurle d'aise, a donné ses suffrages; c'est dans ce sens que les débris du parti du National, réconciliés par une commune haine de l'Eglise avec le socialisme, ont jeté leur bulletin dans l'urne. Voilà le piège où de gâté de cœur se sont laissés prendre ces esprits flottants et indécis, toujours prêts à sortir d'une difficulté par un ajournement, espérant se sauver de la discussion en la renvoyant à un délai indéterminé, et couronnant cette faiblesse par la satisfaction de sauver l'honneur du nouveau ministre. Faut-il ajouter, — mais nous aimons encore à ne pas le croire, — que quelques catholiques, par dépit contre la loi, auraient également voté un vertige et sacrifié, pour faire tomber un projet qui ne réalisait pas tous leurs desirs, l'avenir de la liberté et l'intérêt des âmes?"

Ainsi, par suite du vote de la chambre française, sont réalisés infégalement: 1° Le monopole de l'université;